

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD.2025.03.R.18
Code AIOT : 0005801234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le récolement de l'efficacité opérationnelle du nouveau système d'extinction mousse à haut foisonnement de l'entrepôt P0.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site logistique disposant d'entrepôts couverts.

Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, classés non SEVESO.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Extinction automatique par haut foisonnement	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'essai d'envahissement en mousse haut foisonnement d'une cellule de l'entrepôt P0 est un succès, et aligné sur les performances exigées aux installations nouvelles. A ce titre, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime d'abroger l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 19/02/2024, et autorise l'exploitant à stocker des marchandises jusqu'à 7 mètres de haut.

L'exploitant transmettra à l'inspection l'avis technique du CNPP sur l'essai **avant le 15/04/2025**. Sur la base des conclusions de cet avis, l'inspection des installations classées pourra être amené à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 04/07/2024, ainsi que la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2023.

Dès l'élaboration par le CNPP de la trame du certificat de conformité initial de l'équipement d'extinction automatique à mousse (N12), l'exploitant transmettra à l'inspection le N12 de son extinction à haut-foisonnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extinction automatique par haut foisonnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Essai d'envahissement
Prescription contrôlée :

Est mis en demeure de procéder:

- sous 3 mois, au contrôle de l'extinction automatique par haut foisonnement des cellules du bâtiment P0 conformément au référentiels reconnus;
- soit:
 - sous 6 mois, à la réalisation d'un test d'extinction par haut foisonnement grandeur nature d'une cellule du bâtiment P0, conformément à l'article 2.4.7 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2022. L'exploitant veillera à convier à cet exercice l'inspection des installations classées, le SDIS et son assureur ;
 - [...]

Constats :

L'exploitant a installé un nouveau système d'extinction par haut foisonnement dans les cellules de son bâtiment P0, répondant au référentiel APSAD R12. Les critères de validation de ce système d'extinction sont les suivantes:

- stockage maximal à 7m ;
- remplissage d'une cellule avec de la mousse jusqu'à 7,80m ;
- temporisation de 30 secondes entre les détections et le début du noyage pour permettre l'évacuation du personnel ;
- temps de noyage de la cellule maximal de 3 minutes, soit un temps maximal de 3min30 entre la détection incendie et le noyage complet de la cellule.

L'inspection s'est rendue sur l'exploitation afin d'assister au test d'envahissement par haut foisonnement grandeur nature. Étaient également présents la société installatrice du système d'extinction, l'assureur et le CNPP.

Lors de l'essai, l'inspection a constaté l'asservissement des portes coupe-feu lors du déclenchement de la détection. Le temps s'étant écoulé entre la détection et le noyage de la cellule jusqu'à 7m80 de haut est de 3min09, la temporisation de 30 secondes ayant été respectée. Le CNPP a indiqué que les objectifs de performance du système d'extinction sont atteints. L'exploitant a prélevé de la mousse afin de faire mesurer en laboratoire la concentration en émulseur de celle-ci. Par courrier électronique du 25/02/2025, l'exploitant a transmis des photos attestant du remplissage au maximum de sa cuve d'eau et de sa cuve d'émulseur dédiées à l'extinction. Un volume d'environ 14.7 m³ d'eau a été utilisé pour environ 0.5m³ d'émulseur, soit une concentration moyenne en émulseur de 3.4%, ce qui répond aux exigences de l'installation.

L'exploitant a également transmis le procès-verbal de réception de travaux de son installation, ainsi que l'attestation de mise en service.

Commentaire n°1: L'inspection souligne les efforts de l'exploitant quant à l'installation d'un nouveau système d'extinction neuf aux performances bien supérieures à celles de l'ancien système du site et alignées aux exigences demandées aux installations nouvelles.

Commentaire n°2: Compte tenu de l'efficacité de la défense incendie de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime d'abroger l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 19/02/2024, et autorise l'exploitant à stocker des marchandises jusqu'à 7 mètres de haut.

Commentaire n°3: L'arrêté préfectoral d'autorisation du site imposant un essai en grandeur nature du haut foisonnement une fois tous les dix ans, le prochain essais d'envahissement devra être réali-

sé avant le 20/02/2035.

Le CNPP a noté certains points à finaliser avant de réceptionner complètement l'installation, entre autres:

- finaliser le local source ;
- intégrer la fiche de données de sécurité de l'émulseur ainsi que la date de remplissage de la cuve ;
- la transmission des fiches techniques de vannes.

Le CNPP a indiqué que le récolement complet de l'installation donnera lieu à un avis technique. L'exploitant est dans l'attente de la remise de cet avis technique, ainsi que les résultats du laboratoire sur les mesures de concentration en émulseur des échantillons prélevés lors de l'essai.

Demande n°1: L'exploitant transmettra **avant le 15/04/2025** l'avis technique du CNPP sur l'essai d'envahissement du 20/02/2025.

Commentaire n°4 : Sous réserve de la confirmation de la conformité de l'installation par le CNPP, sur la base des conclusions de cet avis, l'inspection des installations classées proposera à monsieur le préfet de la Seine-Maritime la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2023.

Demande n°2: Dès l'élaboration par le CNPP de la trame du certificat de conformité initial de l'équipement d'extinction automatique à mousse (N12), l'exploitant transmettra à l'inspection le N12 de son extinction à haut-foisonnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois